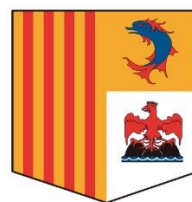




**UNION EUROPÉENNE**

Fonds Européen Agricole  
pour le Développement Rural

**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

La présente consultation a pour objet de présenter aux membres du comité de suivi Interfonds la proposition de révision du Programme de Développement Rural Régional (PDRR). Ce projet a fait l'objet de plusieurs échanges avec la Commission pour aboutir à la présente proposition. Il est en cours d'examen par la Commission européenne pour validation. La version présentée peut être amenée à évoluer. Vous trouverez ci-dessous un extrait du PDRR portant mentions des modifications proposées.

## **France - Rural Development Programme (Regional) - PACA**

<b>CCI</b>	2014FR06RDRP093
<b>Type de programme</b>	Programme de développement rural
<b>Pays</b>	France
<b>Région</b>	Provence-Alpes-Côte d'Azur
<b>Période de programmation</b>	2014 - 2020
<b>Autorité de gestion</b>	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
<b>Version</b>	6.0
<b>Statut de la version</b>	En cours
<b>Date de dernière modification</b>	26/11/2018 - 10:05:19 CET

## 1. INTITULÉ DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL

France - Rural Development Programme (Regional) - PACA

### 1.1. Modification

1.1.1. Type de modification au titre du règlement (UE) n° 1305/2013

c. Article 11, point b), de la décision:

1.1.2. Modification apportée aux informations fournies dans l'AP

1.1.3. Modification liée à l'article 4, paragraphe 2, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 808/2014 (non soumise aux limites établies dans cet article)

1.1.4. Consultation du comité de suivi [article 49, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013]

*1.1.4.1. Date*

*1.1.4.2. Avis du comité de suivi*

1.1.5. Description de la modification - article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 808/2014

*1.1.5.1. Modification de la description des coûts admissibles du type d'opération 7.4.1*

1.1.5.1.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Dans les coûts admissibles du type d'opération 7.4.1 (services de base), la restriction au second œuvre (aménagement intérieurs), pour les coûts liés à la construction, est supprimée. En effet, il est apparu que les cofinanceurs prenaient en compte ces dépenses et cette restriction rendait le montage des projets et l'instruction des dossiers très complexes. L'établissement des plans de financement et le contrôle des marchés qui englobent le plus souvent gros œuvre et second œuvre étaient très difficiles et source

d'erreurs. Cette modification facilitera aussi l'émergence de projets plus structurants avec une assiette de dépenses éligibles plus large.

#### 1.1.5.1.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu une simplification pour les porteurs de projets et pour l'instruction des dossiers en particulier dans les plans de financement et pour le contrôle des marchés publics. Cette modification réduit le risque d'erreur et accélérera le rythme de paiement des dossiers.

#### 1.1.5.1.3. Incidence du changement sur les indicateurs

aucune

#### 1.1.5.1.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

### 1.1.5.2. Modification du taux d'aide publique des types d'opération 4.1.1 et 4.3.4

#### 1.1.5.2.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Pour le type d'opération 4.1.1 une forte sélectivité est appliquée aux appels à projet afin de respecter l'enveloppe définie. Ce niveau de sélectivité s'avère trop élevé. À titre d'exemple en 2018, seuls 38% des dossiers présentés ont pu être retenus. En revanche, le taux d'aide publique moyen pour les dossiers retenus est relativement élevé en raison des nombreuses bonifications qui sont prévues en fonction des projets.

La programmation du type d'opération 4.3.4 (aires de lavage collectives) a également enregistré une dynamique croissante. Il apparaît possible de maintenir l'effet incitatif de cette mesure tout en augmentant le niveau de contributions privées. Cette modification vise ainsi à mieux répartir l'aide publique.

Pour le type d'opération 4.1.1 il est proposé :

- l'abaissement du taux de base ainsi que de l'ensemble des bonifications prévues de 5%,
- de modifier la règle de plafonnement appliquée pour les GAEC : les plafonds de la mesure seront multipliés par part d'exploitation dans la limite de 2 et non plus de 3.

Pour le type d'opération 4.3.4 il est proposé de supprimer la possibilité d'un financement à 100%.

#### 1.1.5.2.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu une baisse du taux moyen d'aide et une meilleure répartition de d'enveloppe des appels à projet. Cela permettra de sélectionner 10 a 20 projets de plus par an. A titre de comparaison, cette baisse de l'intensité d'aide aurait permis de retenir 66% des dossiers présentés en 2018 pour l'appel a projet 4.1.1 plutôt que 38%.

#### 1.1.5.2.3. Incidence du changement sur les indicateurs

Aucune

#### 1.1.5.2.4. Lien entre la modification et l'AP

Aucun

#### *1.1.5.3. Modifications du plan de financement des mesures 1, 4, 7, 8, 10, 12 et 16 (section 10) et de la stratégie (section 5)*

##### 1.1.5.3.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Il est nécessaire de rééquilibrer la maquette budgétaire du programme au vu de la dynamique de programmation. Pour certaines mesures, les besoins se sont avérés supérieurs aux estimations de début de programmation et malgré la sélectivité appliquée aux appels à projets, les enveloppes prévues ont été entièrement consommées. Pour d'autres mesures au contraire, le besoin a été couvert sans que l'ensemble du FEADER prévu dans le plan de financement n'ait été engagé à hauteur des prévisions, en raison notamment de la mobilisation de crédits nationaux.

Une concertation a été organisée avec le partenariat régional afin de déterminer les besoins prioritaires pour la fin de programmation 2014 2020 et de rééquilibrer le plan de financement en fonction de ces besoins. Il en résulte les propositions suivantes (le détail des modifications proposées est présenté dans le tableau ci-dessous ; les montants décrits dans la section 5 sont également corrigés en conséquence).

## 1 - Abondement des mesures de soutien aux investissements dans les exploitations agricoles à partir du budget consacré à la mesure 10.

Il s'agit de transférer 2,3 millions d'euros de la mesure 10 (DP 4A) à la mesure 4 (domaines prioritaires 2A et 4B).

Cet ajustement, qui représente 3% de l'enveloppe initiale de la mesure 10, permet d'augmenter les montants prévus pour les types d'opération 4.1.1, 4.3.4 et 4.1.5, pour lesquels le besoin financier réel est supérieur aux prévisions en début de programmation.

Le besoin en FEADER pour la mesure 10 est au contraire inférieur aux prévisions et rend possible ce transfert au bénéfice de la mesure 4 :

- la programmation sur la mesure 10 a été réalisée en mobilisant une partie des crédits nationaux en top up en appelant moins de FEADER que prévu initialement ;
- les objectifs de la priorité 4 pour la mesure 10 sont d'ores et déjà atteints grâce aux surfaces engagées sur 5 ans en 2015 et 2016, pour un montant estimatif de 55,58 millions d'euros. Les 25 opérateurs PAEC se sont mobilisés dès la 1ère année de contractualisation permettant aux exploitants de contractualiser massivement sur l'ensemble du territoire. Les prévisions de programmation des dernières années montrent que le budget prévu (75 millions d'euros) ne sera pas entièrement consommé avant l'atteinte des objectifs.

## 2 - Abondement de la mesure de soutien aux investissements dans les IAA à partir du budget consacré à Natura 2000 et au type d'opération 1.1 (formation professionnelle)

Il s'agit de transférer de 1,5 million d'euros de la mesure 7 (DP 4A) et de 784000 euros de la mesure 1 (DP 2A) au profit de la mesure 4 (DP 3A).

Cet ajustement vise à augmenter les montants prévus pour le type d'opération 4.2, qui bénéficie d'une forte dynamique de programmation.

Au contraire, le besoin en FEADER pour les types d'opération au bénéfice de Natura 2000 est inférieur aux prévisions et rend possible ce transfert :

- en effet la programmation de l'année 2015 des types d'opération 7.6.5 (contrats Natura 2000) et 7.6.4 (animation Natura 2000) a été financée uniquement avec des financements nationaux, sans appeler de FEADER, les besoins pour ces deux mesures seront donc couverts sans mobiliser le montant de FEADER prévu initialement ;
- le besoin de création ou de renouvellement des DOCOB (type d'opération 7.1) a finalement été couvert uniquement grâce à des financements nationaux ;
- le besoin pour la mesure 12 se révèle inexistant puisqu'aucune zone correspondant à cette mesure n'a été créée dans la Région.

Il en résulte un taux de programmation inférieur aux autres mesures (0% pour les types d'opération 7.1 et la mesure 12, 55% pour le type d'opération 7.6.5 et 63% pour le type d'opération 7.6.4 contre une moyenne de 65% pour les mesures non surfaciques en octobre 2018).

Il est également proposé de ne pas relancer l'AAP pour le type d'opération 1.1 (formation professionnelle) et de prioriser le type d'opération 4.2 pour la fin de programmation en transférant le reliquat de budget

correspondant. La réponse au besoin en formation professionnelle sera assurée à travers des financements nationaux.

### 3 - Abondement de la mesure 16.1 (PEI)

Il est proposé de concentrer les moyens restants pour l'innovation sur le type d'opération 16.1 en transférant 293000 euros de la mesure 1 (DP 4A) au profit de la mesure 16 (DP 2A). Les types d'opération 1.2 et 16.2 sont clôturés et les budgets correspondants transférés afin de lancer un dernier AAP pour le TO 16.1. Ce dernier AAP couvrira un champ plus large afin de couvrir une partie des besoins liés aux deux TO clôturés qui correspondent aux DP 2A et 3A.

### 4 - Redéploiement du budget consacré aux mesures de protection et d'exploitation de la forêt

Il est proposé de transférer, pour la mesure 8, 90000 euros du DP 5E au DP 4A et de 232000 euros de la mesure 8 aux mesures 4 et 16. Il s'agit de rééquilibrer les montants prévus pour les types d'opération en fonction de la dynamique de programmation. En effet, les besoins sont apparus supérieurs pour le TO 8.3.1 (DFCI), alors que les projets correspondant aux TO 8.4 et 8.3.2 ont été financés sur des fonds nationaux sans appeler de FEADER.

La dynamique de programmation a également été plus forte pour les TO 4.3.3 (desserte forestière) et 16.7.2 (chartes forestières) et il est nécessaire d'abonder les lignes correspondantes à partir du budget du TO 8.6 dont le taux de programmation est inférieur et pour lequel le budget restant sera suffisant pour répondre au besoin.

### 5 - Abondement des mesures de soutien aux investissements dans les infrastructures hydrauliques à partir du budget consacré aux stratégies collectives pour la gestion de l'eau

Il s'agit de transférer 1 million d'euros de la mesure 16 (DP 5A) au profit de la mesure 4 (DP 5A). Cet ajustement permet de corriger les montants prévus pour le type d'opération 4.3.1, qui bénéficie d'une forte dynamique de programmation à partir du budget consacré au type d'opération 16.5, pour lesquels les objectifs en nombre de projets ont été atteints. Le budget prévu pour ce type d'opération avait été surestimé.

Répartition par mesure				
Mesure	Domaine prioritaire / enveloppe	ancien montant	nouveau montant	variation
1	2A (art 59.4.a)	1 141 207,00	357 207,00	- 784 000,00
1	P4 (art 59.4.a)	1 188 758,00	895 758,00	- 293 000,00
4	2A (art 59.4.e 1er pilier)	11 737 652,46	13 557 652,46	1 820 000,00
			-	
4	3A (main)	10 461 070,00	12 845 070,00	2 384 000,00
4	5A (art 59.4.e 1er pilier)	12 944 171,37	13 944 171,37	1 000 000,00
4	2C (main)	1 521 610,00	1 653 610,00	132 000,00
4	P4 (art 59.4.e 1er pilier)	1 425 279,90	1 975 279,90	550 000,00
7	P4 (main)	49 704 025,00	48 204 025,00	- 1 500 000,00
8	P4 (main)	5 615 837,00	5 705 837,00	90 000,00
8	5E (main)	95 285,97	5 285,97	- 90 000,00
8	2C (main)	2 136 122,03	1 904 122,03	- 232 000,00
10	P4 (art 59.4.b)	75 567 754,00	73 197 754,00	- 2 370 000,00
12	P4 (main)	100 000,00	-	- 100 000,00
16	2A (art 59.4.a)	2 902 012,00	3 435 012,00	533 000,00
16	3A (art 59.4.a)	2 804 026,00	2 564 026,00	- 240 000,00
16	5A (art 59.4.a)	1 951 006,00	951 006,00	- 1 000 000,00
16	6B (art 59.4.a)	5 071 211,00	5 171 211,00	100 000,00
tableau maquette				

#### 1.1.5.3.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu un rééquilibrage du budget prévu selon les mesures du programme en fonction de la réalité de la programmation.

#### 1.1.5.3.3. Incidence du changement sur les indicateurs

En cohérence avec les modifications de la maquette budgétaire, les indicateurs sont aussi ajustés (voir le détail dans le tableau ci-dessous). Ces ajustements permettent de prendre en compte les changements dans le plan de financement, en particulier pour les montants de dépenses publiques. Les montants de dépenses publiques totales et d'investissements totaux sont corrigés lorsque les montants FEADER sont modifiés dans la section 10. Lorsque les indicateurs de réalisation prévoient de renseigner le nombre de projets, ceux ci sont modifiés proportionnellement à l'évolution des montants FEADER.

DP	indicateur	ancien montant	nouveau montant
2A	DP 2A/M1 dep publique	1426508,75	446509
2A	Formation/Acquisition des compétences (1.1) - Nombre de participants aux formations	2000	626
4A	DP 4A/M1 dep publique	1188782,5	822533
2A	DP2A/M4 dep publique	34447880,77	37881843
2A	Total des investissements (en €) (publics et privés)	86119701,9	94704608
3A	DP3A/M4 dep publique	19737867,92	24235981
3A	Total des investissements (en €) (publics et privés)	49344664	60589953
5A	DP5A/M4 dep publique	29468137	31354929
5A	Total des investissements (en €) (publics et privés)	34237667	36596158
2C	DP2C/M4 dep publique	2870962,264	3120019
2C	Total des investissements (en €) (publics et privés) et T4+	3588703	3900024
4B	P4/M4 dep publique	2691527	3726943
4A	P4/M7 dep publique	93781179,25	90950991
4A	Nombre d'opérations soutenues (7.1)	20	0
4A	P4/M8 dep publique	10595918,87	10765730
5E	DP5E/M8 dep publique	170191	9974
2C	DP2C/M8 dep publique	4030418,925	3592683
4A	P4/M10 dep publique	114757005	112979505
4A	P4/M12 dep publique	188679,2453	0
4A	Superficie (ha) - terres agricoles Natura 2000 (12.1)	20	0
2A	DP2A/M16 dep publique	3627515	4293765
3A	DP3A/M16 dep publique	3505032,5	3205033
5A	DP5A/M16 dep publique	2438757,5	1188758
6B	DP6B/M16 dep publique	6339013,75	6464014

Tableau indicateurs

#### 1.1.5.3.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun



